

ROBERT LANDA

Institut de l'Orientalisme de l'Académie des Sciences de l'URSS

Deux courants d'anticolonialisme algérien à la
charnière de XIX-XX siècles

La résistance armée à la conquête coloniale de l'Algérie continuant plus de 50 ans à partir 1830 n'était pas l'unique forme de l'anticolonialisme des Algériens. Une "pacification" relative du pays qui l'a remplacée, malgré l'opinion largement répandue ne continuait que 4 ans après l'étouffement en 1883 de la dernière revolte armée des tribus Oulad Sidi Cheikh avec le marabout Bou Amama en tête.^{1/} En 1887 déjà a eu lieu la première manifestation nationaliste de 1700 représentants de la bourgeoisie musulmane de Constantine qui ont exigé de respecter l'individualité, les moeurs, les coutumes et la religion des Algériens.^{2/} Il faut noter cette réaction naturelle des citoyens algériens contre les conséquences économiques, sociales, politiques et culturelles de la colonisation française et de l'exploitation coloniale.^{3/}

Ainsi le mouvement anticolonial dans le pays ne s'interrompait pratiquement pas. De plus, à la charnière de XIX-XX siècles ce mouvement a connu un nouveau essor et renouvellement. Son centre de gravité s'est définitivement déplacé de la campagne saignée à blanc en résultat de la conquête pendant un demi siècle, le pillage des terres et l'expansion de la colonisation, - à la ville. Il est caractéristique que l'ancienne chiffre (du niveau de 1830) de la population indigène des villes principales - Alger, Constantine, Tlemçen, Mascara - retablisse précisément

vers 1891-1911.^{4/} L'affluence des paysans ruinés par la colonisation dans les villes commence à balancer celle des immigrés de l'Europe et le nombre des citoyens algériens commence à grandir par les mêmes cadences que celui des citoyens-européens: le nombre total des premiers en 1886-1906 augmente de 143 milles hommes; celui des deuxièmes - de 149 milles hommes.^{5/} Les Algériens commencent à occuper une place importante parmi les professions de ville qu'ils ne pouvaient pas obtenir avant. En 1901 ils composaient presque la moitié des 42928 ouvriers occupés en 10327 entreprises industrielles, commerciales et autres entreprises du pays.^{6/} En même temps au cours de la première décennie de notre siècle le nombre des ouvriers-algériens augmentait très vite: 20 milles hommes en 1902, 34 milles en 1905, 64 milles en 1911.^{7/} Mais le prolétariat national algérien de telle époque seulement commençait d'agir en tant que la classe sociale. Pour lui l'exploitation capitaliste était premièrement l'oppression nationale. Pendant les grèves et démonstrations (organisées par exemple à Philippeville en 1910) les ouvriers algériens élevaient "le drapeau national vert avec l'étoile" comme "le symbole des revendications prolétaires".^{8/} Des faits comme ça ont mentionné maintes fois par l'historiographie algérienne contemporaine, en particulier dans le livre très solide de Belqasem Saadallah.^{9/}

Ainsi, le mouvement ouvrier engendré intensifiait la lutte anticoloniale. Mais la base essentielle de cette lutte étaient les larges couches des Algériens-citadins, des artisans et des petits commerçants avant tout (49 milles hommes en 1901, 60 milles hommes en 1912)^{10/} qui n'étaient pas encore habitués

à leur nouveau rôle et agissaient spontanément à la période envisagé. Ils étaient prêts aux manifestations décisives mais l'organisation politique et l'expérience, la direction active et la tactique bien réfléchie leur manquaient.

La bourgeoisie musulmane, qui, en principe, devrait élever l'élite du mouvement anticolonial, restait extrêmement prudente et irrésolue car elle n'était qu'une classe encore plus jeune, peu organisée et moins nombreuse que le prolétariat algérien. En 1905 il n'y avait que 4.363 entrepreneurs algériens utilisant le salariat.^{11/} Dans la plupart des cas c'étaient les nouveaux riches sortis des couches exploitées, les marchands des légumes et des fruits, les propriétaires des beurreries, des moulins, des hôtels, des manufactures de tabac et des bains mauresques. Il y avait très peu de représentants des familles traditionnellement riches parmi eux car la plupart de ces familles s'étaient déjà ruinées.^{12/} Et les "nouveaux" qui étaient en majorité ne se sentaient pas sûrs dans la situation instable et constamment changeante de la dégradation du train de vie traditionnelle de la bourgeoisie citadine.^{13/} La modicité de capitaux et de possibilités ont voué cette bourgeoisie à la peur de n'importe quelle concurrence avec la bourgeoisie de la métropole toute-puissante ou avec les capitalistes européens locaux, exigeait tout le temps de s'adopter et, de consentir à jouer les deuxièmes rôles à contre-cœur.

En pratique toutes les couches des citoyens algériens étaient contre le régime colonial. L'affluent permanent des paysans ruinés dans les villes contribuait à une radicalisation encore plus grande des aspirations libératrices des citoyens leur apportant "le patriotisme de défense, combatif et guerrier",

spécifique à la population rurale d'Algérie, d'après l'expression de Moustafa Lacheraf.^{14/} Les intellectuels nationaux qui sont nés pratiquement en tant qu'un groupe social à la charnière de XIX-XX siècles se sont devenus le porte-parole de tous ces sentiments et ces aspirations du peuple: le nombre annuaire des promus algériens de l'école secondaire après 1900 a été presque doublé en composant au moyen 84 personnes jusqu'à 1900 et près de 150 personnes avant 1914.^{15/} Seulement le minimum de ces élèves ont reçu l'enseignement supérieur. Les autorités coloniales comptaient avant la première Guerre mondiale en Algérie moins que 450 intellectuels musulmans.^{16/} Mais ils prenaient en considération seulement ceux qui reçu l'éducation française.

Parmi ces intellectuels a été né le mouvement le plus original de l'anticolonialisme algérien qui a reçu dans la littérature le nom du mouvement des "Jeunes Algériens". Pratiquement ce mouvement était décrit par presque tous les historiens français de l'Algérie et du Maghreb en principe ainsi que par les historiens d'autres pays. Parmi ces derniers il faut noter des travaux de savants arabes Allal al-Fassi (du Maroc) et Salah al-Akkad (d'Égypte), Victor Confer (des États-Unis) et Wolfgang Ohneck (de RFA).^{17/} C'est l'historien soviétique Nicolai Dyakow qui est l'auteur de la monographie unique consacrée aux "Jeunes Algériens".^{18/} Mais en même temps ce mouvement était récemment étudié en détail par Charles-Robert Ageron et par l'historien algérien Belkacem Saadallah.^{19/}

Le mouvement des "Jeunes Algériens" (nommé beaucoup plus tard à la manière des "jeunes turcs") a apparu à peu près en

1891-1892 et continuait jusqu'à la première guerre mondiale. Certains auteurs estiment que ce mouvement existait jusqu'à 1923-1924 de plus jusqu'à 1936-1937.^{20/} Pourtant on peut supposer que c'est une exagération. Après 1918 existaient encore quelques hommes politiques qui se nommaient des "Jeunes Algériens", il y avait encore quelques mots d'ordre et des formules de ce mouvement, même son "esprit", c'est-à-dire une compréhension bien déterminée et les méthodes politiques, mais il n'y avait pas du mouvement même. Les "Jeunes Algériens", exigeaient avant tout l'égalité avec les Français, mais après la première guerre mondiale en Algérie "c'est moins d'égalité déjà qu'il est question, que de liberté"^{21/} comme la suite directe du changement général de la situation dans le monde colonial après la Révolution d'Octobre en Russie et le changement du climat social en Algérie pendant les années de guerre. Voici pourquoi nous estimons en accord avec N. Dyakow qu'en général il faut dater la période du mouvement des "Jeunes Algériens" du 1892 jusqu'à 1918.^{22/}

Ce mouvement se développait très lentement, pendant une longue période il n'était que la ratiocination, le courant de la pensée sociale. Pour la première fois ce mouvement a été fixé par la commission du Sénat français en 1892 comme la présence en Algérie "d'un parti des jeunes" exigeant "l'élection de sénateurs, de députés et de conseillers généraux indigènes". En 1900 une autre commission s'est heurtée aux exigences "de l'extension des droits politiques aux musulmans lettrés en français".^{23/} En coopération avec les libéraux européens les "Jeunes Algériens" ont fondé une série d'associations culturelles - "Rachidiya" en 1902 à Alger, "Cercle Salah-Bey" en 1907 à

Constantine, "Toufiqiya" en 1908 à Alger et quelques sociétés civilisatrices plus petites ("Cercle du progrès" à Bône, "Cercle des Jeunes Algériens" à Ilemçen, "Fraternité" à Maskara, "Sadykiya" à Constantine). Ces sociétés créaient leurs filiales dans tout le pays, organisaient des conférences sur les problèmes de science, de littérature, de sociologie, d'économie, d'histoire, subsidiaient les écoles et les bibliothèques. Peu à peu ces associations des civilisateurs se transformaient en clubs politiques (surtout "Rachidiya" et "Toufiqiya"), proclamaient l'unification de tous les Algériens aspirant le développement de la pensée sociale. A partir de 1903 dans le pays fonctionnait "Le Comité de la défense des intérêts des musulmans" avec l'avocat Omar Boudjerba en tête. Dans les mêmes buts on éditait les journaux (habituellement avec deux textes parallèles français et arabe, ou en français seulement): "Al-Misbah" à Oran en 1904-1905, "Le Musulman" à Constantine et "L'Islam" à Bône et à Alger à partir de 1909, "L'Etendard algérien" à Bône et "El-Haqq" à Oran - à partir de 1910, "Rachidi" à Djidjelli - à partir de 1911. Tous ces journaux existaient jusqu'à 1914. "Rachidi" jouissait d'une influence particulière c'est pourquoi on nommait parfois les "Jeunes Algériens" les "Rachidiens".^{24/}

A partir de 1908 l'activité des "Jeunes Algériens" prend le caractère nettement politique: au mois de mai au municipalité d'Alger ont été élus leurs leaders Bentami et Ben Brihmat, en automne leur délégation, dirigée par Boudjerba, a été envoyée à Paris et a exposée les revendications des "Jeunes Algériens" au Premier Ministre Clémenceau. Au mois de décembre de 1909 ils ont convoqué à Bône un meeting de 3 milles hommes pour sou-

tenir la concession aux Algériens des droits civiques et l'annulation de leur inégalité juridique et fiscale avec les Français. Par la suite leurs réunions, les manifestations de protestation, les pétitions aux autorités ainsi que la propagande dans la presse sont devenues plus fréquentes. Dès 1911 les répressions des autorités contre eux se sont également renforcées. Néanmoins les "Jeunes Algériens" ont réussi à élucider leurs demandes dans la presse de la métropole. Au mois de juin de 1912 une délégation de 9 leaders des "Jeunes Algériens" dirigée par Bentami a remis au Premier Ministre Pointcarré une liste de ces demandes qui a reçu dès lors le nom du "Manifeste des Jeunes Algériens". Le texte de ce Manifeste était signé par 100 militants du mouvement.^{25/} En consentant au service dans l'armée française (ce sujet était l'objet de la polémique acharnée en 1908-1912) les "Jeunes Algériens" exigeaient: 1) la réforme du régime répressif (la suppression du "code de l'indigénat" raciste, des tribunaux spéciaux etc...); 2) une juste répartition des impôts et des ressources budgétaires; 3) "une représentation politique sérieuse et suffisante dans les assemblées de l'Algérie et de la métropole".^{26/} La première demande seulement était partiellement satisfaite par l'annulation de certaines restrictions des droits des Algériens.^{27/} La deuxième demande n'était réalisée qu'en 1918, et la troisième n'était pas réalisée du tout.

L'efficacité relativement petite du mouvement des "Jeunes Algériens" sans compter sa faiblesse et la puissance écrasante de l'appareil colonial, s'explique également par son isolation du peuple et la crainte des masses populaires. Prenant en considération ce fait il est important de déterminer le carac-

tère de tout ce mouvement.

Selon B. Saadallah, c'était "un mouvement national ayant pour but la libération du pays par les moyens loyaux politiques et utilisant dans la plupart de cas les méthodes occidentales".^{28/} La faiblesse et la prudence de la bourgeoisie algérienne, le nombre restreint de l'élite instruite qui ne sentait pas l'appui du peuple, duquel elle était barrée non seulement par sa position et son éducation mais par le caractère même de sa méthode de résolution du problème existant qui se basait sur le refus de l'originalité nationale, ont prédestiné la particularité de la tactique des "Jeunes Algériens" de s'accommoder au rapport des forces imposé par les colonisateurs et en l'acceptant de s'assimiler et devenir égaux aux Français. Mais les réactionnaires de la métropole et surtout "les seigneurs" de la colonie européenne en Algérie étaient toujours contre. Même Jules Ferry condamnait algéro-européens pour leur mépris envers "les intérêts communs de France et de colonie", pour leur particularisme et le désir "d'exploiter l'indigène et la métropole".^{29/}

Les "Jeunes Algériens" tâchaient d'utiliser au maximum les contradictions, y compris celles de second ordre ou seulement se fixant - entre la métropole et les "seigneurs" de la colonisation. Cette tactique elle même ne pouvait apporter qu'un succès limité, mais encore elle se heurtait à deux forts obstacles - la solidarité des cercles colonialistes de la France et du groupe dirigeant des algéro-européens et de plus la présence dans le mouvement anticolonial d'Algérie à la fin de XIX - début de XX siècles - du deuxième mouvement plus puissant décidément rejetant les objectifs des "Jeunes Algériens". Les leaders des

"Jeunes Algériens" se trouvaient en permanence entre le marteau et l'inclume.

Habituellement les historiens de l'Algérie sont portés à ignorer cette circonstance expliquant la non-reussite relative des "Jeunes Algériens" par leur nombre restreint ainsi que par les intrigues "des seigneurs" et l'obstination de l'administration coloniale. Mais on ne prend pas en considération la présence des concurrents sérieux des "Jeunes Algériens" en la personne des "traditionalistes liés avec les anciennes classes".^{30/} Dans la littérature on les appelle "vieux turbans" parmi lesquels "la France choisissait les gaid, agas et baschagas"^{31/}, les réactionnaires routiniers que se moquaient des "Jeunes Algériens" et "se rejoissaient à leurs échecs".^{32/} Ainsi, on ne voit aucune différence entre une partie vraiment réactionnaire des traditionalistes (feodaux, clergé conservateur, marabouts) et une fraction patriotique des intellectuels musulmans et de la bourgeoisie qui blâmait les "Jeunes Algériens" pour l'apostasie de la culture nationale, de la langue, des coutumes et des traditions nationales. Objectivement ce blâme jouait le rôle de la défense et de la stimulation de la conscience nationale des Algériens.

En 1871 déjà un groupe des intellectuels Muhammad al-Badavi en tête exigeait les droits égaux aux Algériens-citadins et a organisé une manifestation anticoloniale des citadins de Cherchelle. En 1881 Muhammad Ben Badis bien connu parmi les traditionalistes a prit la parole pour la représentation des Algériens aux conseils généraux. En 1891, tout de suite après la pétition citée de 1700 représentants de Constantine en 1887, a suivi un nouveau appel des musulmans de Tlemçen au gouvernement de la

France exprimant une ferme résolution de résister à l'assimilation, de ne pas servir dans l'armée française (protestation contre "le code d'indigénat") et de ne pas vivre selon les lois françaises (ce qu'était motivé par leur incompatibilité avec les convictions religieuses des Algériens).^{33/} Une forme répandue de la protestation anticoloniale est devenue l'émigration aux "terres de l'Islam" c'est à dire au Maroc, à la Tunisie, à la Tunisie, à la Syrie et à la Turquie (les vagues de l'émigration les plus connues en 1875, 1888, 1898). Les patriotes-traditionalistes séparés maintenaient les liens avec les mahdists du Soudan en 1883-1898. Sous leurs mots d'ordre se déroulaient l'insurrection de Yaqub Ben al-Haj 1901 dans la région Ain at-Turk, le mouvement de partisans à Oranie en 1904 sous la direction de Abou Zyane al-Galai. En 1906-1907 les interventions contre les autorités (surtout à Ain-Bassam, Tlemçen et à Alger) portaient le caractère de la protestation contre l'oppression de la religion, et à partir 1908- contre l'imposition des Algériens par "l'impôt sur le sang", c'est-à-dire contre le service dans l'armée française. Les manifestations de plusieurs milliers d'hommes et les échauffourées avec la police accompagnaient ce mouvement spontané qui a abouti en 1910-1911 à de nouvelles vagues de l'émigration parmi lesquelles la plus connue est "l'exode de Tlemçen".

Objectivement à la croissance de l'influence des traditionalistes contribuait l'essor de la culture nationale de l'Algérie qui s'est fixé à la fin du XIX^e siècle et s'est manifesté dans l'épanouissement du folklore, de la poésie, de la musique populaire, de la peinture. Presque tous les hommes éminents sociaux ou religieux partant les positions du traditionalisme patrio-

tique ont apporté une contribution déterminée au développement de la culture opprimée du peuple algérien - poètes et journalistes Mouloud Ben Muhoub, Mahmoud Kahul et Abd el-Kader al-Madjaoui, écrivains Mostefa Ibn al-Houdja, Abd al-Halim Ben Smaya et Mohammed Ben Cheneb, historiens parlant la langue arabe Ibn Ammar, al-Wartilani, al-Hafnaoui, le peintre très connu Omar Racim, éditeur du "Zou-l-Fakar", journal "très critique" et presque "Socialiste".^{34/}

Parmi eux il y avait une partie de gens disposés implacablement qui s'affirmait or pour la résistance ouverte, espérant d'obtenir l'appui de l'Empire Ottomane or pour l'émigration. Une autre partie en appréciant sensément le rapport des forces estimait la nécessité de la résistance passive mais permanente. Enfin la troisième partie était d'accord pour les pourparlers avec les autorités en leur envoyant en permanence des différentes pétitions sur "la protection de la propriété indigène" des expropriations, l'abolition des lois ruinants les algériens, la nouvelle répartition des impôts, le développement de l'instruction en langue arabe etc. Cette fraction des traditionalistes exigeait l'égalité avec les Français en estimant l'originalité nationale et les coutumes des Algériens en même temps que les "Jeunes Algériens" ne croyant pas à la possibilité de conditions de l'égalité tellement honorables, aspiraient d'obtenir la même chose par l'assimilation.

Les traditionalistes, ainsi que les "Jeunes Algériens", avaient leur presse et participaient à l'activité des associations culturelles citées. Ils éditaient la revue "Al-Ihya" (1906-1907), les hebdomadaires "Kawkab Ifrikya" (1907-1914),

"Al-Maghrib" (1903-1913), "Al-Farouq" (1913-1914), "Zu-l Fakar" (1913-1914). En Syrie, où en 1911 habitaient 20 milles Algériens qui ne perdaient pas les liens avec leur patrie, ils condamnaient d'une manière violente dans leurs journaux (par exemple "Al-Muhadjir") la politique de la France en Algérie pour "la transformation des Algériens aux esclaves et aux mendiants", les arrestations arbitraires, l'intervention aux affaires du culte musulman, "l'annulation des traditions arabes et islamiques".^{35/}

Il y avait beaucoup d'exemples de la collaboration des traditionalistes et des "Jeunes Algériens" en 1906-1912, surtout dans les associations "Rachidiya" et "Cercle Salah-Bey", qui en résultat, avaient le plus grand nombre des adhérents, près de 2 milles personnes, c'est à dire autant que tous les autres.^{36/} Certains journaux (par exemple "El-Haqq" et "Le tout ou rien" à Oran) tâchaient de faire coïncider dans leur position les points de vue des "Jeunes Algériens" et des traditionalistes jusqu'au moment où en 1914 ils ont pris définitivement les positions de ces derniers. Non sans raison un des idéologues algéro-européens André Servier écrivait en 1913: "il faut craindre la fusion de ces deux groups - les "Jeunes Algériens" ayant l'intellect, l'activité, les connaissances et les programmes avec les "vieux turbans" et le peuple qui sont nombreux."^{28/} Pourtant l'unité du mouvement anticolonial n'était pas obtenue au cours de ce temps-là. De plus les divergences entre les deux tendances qui se sont fixées vers 1914 ont reçu le reflet par la suite dans le développement de deux fractions du mouvement de libération: des nationalistes traditionnelles et des légalistes

modérés.

Les traditionalistes étaient plus proches au peuple que les "Jeunes Algériens" mais, sans avoir la culture de ces derniers, étaient encore moins organisés et représentaient un mouvement assez mêlé capable de devenir une source de la formation de plusieurs partis mais pas d'un seul. Dans son ensemble tous les deux courants ayant ses mérites et ses faiblesses ont apporté une contribution considérable et exceptionnelle dans le développement de l'anticolonialisme algérien à la charnière de XIX-XX siècles. C'est pourquoi ils doivent être considérés non pas isolément mais ensemble en corrélation.

Notes

1. Abd al-Hamid Zouzou. La révolte de Bou Amama 1881-1908. Alger, 1981 (en arabe).
2. M. Lacheraf, "Algérie: nation et société", Paris, 1965, pp. 185-186.
3. R.G. Landa. Les formes de la lutte anticoloniale en Algérie à la charnière de XIX-XX siècles - "Narody Azii i Afriki". Moscou, 1977, N 1, p.70 (en russe).
4. Y. Lacoste, A. Nouschi, A. Prenant, "L'Algérie. Passé et présent", Paris, 1960, p.317.
5. Tableaux de l'économie algérienne, Alger, 1960, p.22.
6. E.F. Gautier, "L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930", Alger, 1930, p.72.

7. Ch.R. Ageron, "Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)", Paris, 1968, p.848.
8. "L'Afrique Française". P., septembre 1910, p.292.
9. B. Saadallah. Al-harraka al-wataniya al-djazaizya. Beirut. 1969, p.128 (en arabe).
10. Ch.-R. Ageron. Op. cit., p.851.
11. Ibid, p.823.
12. A. Berque, "La bourgeoisie algérienne" "Hesperis", Paris, 1948, t.XXXV, 1-2 trim., pp. 1-29.
13. M. Bennabi, "Mémoires d'un témoin du siècle", Alger, 1965, pp.11-14.
14. M. Lacheraf, op.cit., p.70.
15. Ch.-R. Ageron. "Histoire de l'Algérie contemporaine", Paris, 1969, p.70.
16. Ch.-R. Ageron, "Les Algeriens musulmans et la France"; p.1048.
17. M.A. al-Fassi. Al-Harakat al-istiqlaliya fi-l Maghrib al-arabiy. Tanger, 1950 (en arabe); Salah al-Akkad. Al-Maghrib al-arabiy, Cairo, 1962 (en arabe); Victor Confer. France and Algeria. The problem of civil and political reform. Siracuse, 1966; W. Ohneck. Die französische Algerienpolitik in 1919-1939. Köln -Opladen, 1967.
18. H.N. Dyakow. Les Jeunes Algériens et la lutte anticoloniale en Algérie à la charnière de XIX-XX siècles. Moscou, 1985 (en russe).
19. Ch.-R. Ageron, "Le mouvement 'jeune-algerien' de 1900 à 1923" - "Études maghrebines. Mélanges Charles-André Julien". Paris, 1964, pp.217-243; B. Saadallah, "The rise of the

- Algerian elite 1900-1914" - "Journal of Modern African Studies", 1967, N 1, pp.1-11; B. Saadallah. Al-Haraka al-wataniya al-djazairiya. Beirouth, 1969, pp.155-220.
20. Ch.-R. Ageron. "Le mouvement "jeune-algérien", p.218.
 21. J.-C. Vatin. L'Algérie politique:histoire et société, Paris, 1974, p.172.
 22. N.N. Dyakow. Op. cit., p.4.
 23. Ch.-R. Ageron. "Le mouvement "jeune -algérien", p.219.
 24. M. Ajam. "Problèmes algériens (impressions de voyage)", Paris, 1913, p.74 et autres.
 25. V. Confer. Op. cit., p.63.
 26. Ch.-R. Ageron. "Le mouvement "jeune-algérien", pp.231-232.
 27. P.-E. Viard. Les droits politiques des Indigènes d'Algérie", Paris, 1937, p.40.
 28. B. Saadallah. Al-Haraka al-wataniya al-djazairiya, p.113.
 29. "Journal of African history", Cambridge (Mass.), 1964, vol. V, N 2, p.232.
 30. B. Saadallah, op.cit., p.156.
 31. G.Esquer, "Histoire de l'Algérie", Paris, 1950, p.92.
 32. G. Ganiage, "Les affaires d'Afrique du Nord", Paris, 1972, pp.18-19.
 33. Ch.-H, Favrod, "La révolution algérienne", Paris, 1959, pp.143-144.
 34. M. Bouayed. Histoire par la bande. Alger, 1974, p.39, 64-67.
 35. B. Saadallah, op.cit., pp.146, 149.
 36. Ibid, pp. 161-163; Ch-R. Ageron, "Le mouvemenet ''jeunen algérien''", p.226.
 37. F. Gataluccio "Formazione della nazione algerina", Milano, 1961, p.56.